

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Relation-Argentine-Iran-reponse-de-Timerman-a-Reuters>

Relation Argentine-Iran, réponse de Timerman à Reuters

- Argentine -

Date de mise en ligne : mardi 6 décembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'agence Reuters a refusé de publier l'article suivant de ma main en refusant, de cette façon, le droit de réponse.

Suit le texte complet

Le 5 décembre l'agence Reuters a publié un article intitulé « [L'Argentine flirte avec l'Iran tandis que l'Occident observe nerveux](#) » [1]. Bien que l'article journalistique manque de sérieux étant construit uniquement sur des commentaires anonymes d'un « *envoyé européen* », d'un « *diplomate occidental* », d'un « *fonctionnaire israélien* », et d'un « *haut fonctionnaire de l'administration Obama* », c'est mon droit d'éclaircir quelques éléments à la faveur desquels l'article a été repris par des médias internationaux de respectable trajectoire.

Par rapport à la croissance du commerce bilatéral avec l'Iran, comme ce fut déjà précédemment expliqué, ce n'est pas du ressort des volontés politiques du gouvernement, puisqu'il répond dans la totalité à des agents privés, presque tous provenant de notre secteur agroexportateur.

Les variations claires dans les exportations vers l'Iran sont le résultat de la décision souveraine du gouvernement de l'Iran quant à importer ou non des produits argentins. L'Argentine n'a pas eu, ni n'a parmi ses outils de politique extérieure, l'application de sanctions commerciales.

Cela dit, on ne peut cesser de mentionner que le commerce bilatéral de l'Argentine avec l'Iran est moins de la moitié de celui que l'Iran a avec le Brésil, un tiers de celui qu'il a avec l'Afrique du Sud, un dixième de celui qu'il a avec le Japon et, fondamentalement, trente fois moins que celui de l'Iran avec l'Union Européenne. Pour cela, cela ne cesse de surprendre que ce sont les chiffres du commerce argentin qui préoccupent les anonymes « *envoyés européens* » cités dans l'article.

Selon des données des organisations internationales pour 2010, l'Union Européenne est le principal associé commercial de l'Iran avec 19.30 % du total commerce extérieur iranien. L'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Espagne accaparent la plupart du commerce précité. L'UE est suivie par la Chine (17.60 %), l'Inde (8.70 %) et le Japon (7.60 %).

Les autres sont la Corée du Sud (7ème avec 5.90 %), la Russie (8ème avec 2.50 %), le Brésil (10ème avec 1.50 %), et l'Argentine (17ème avec 0.60 %).

Un autre élément erroné déversé dans l'article a à voir avec les politiques suivies par l'Argentine dans le cadre de l'Organisation internationale d'Énergie atomique (OIEA) par rapport à l'Iran. Il suffit de dire que notre pays, depuis qu'ont été connues des activités nucléaires qui n'avaient pas été déclarées à l'OIEA dans le territoire iranien, fait partie de la poignée de pays qui dès 2003 prie instamment l'Iran de rendre transparent son programme et de respecter les recommandations du Directeur général de l'OIEA.

La cohérence du vote précité se trouve aussi reflétée dans notre régime de contrôle d'exportations nucléaires, chimiques, biologiques et de tous ces biens ou les technologies d'usage dual qui pourront avoir pour destination l'Iran ou tout autre pays observé par les organisations internationales.

Pour terminer il est nécessaire d'aborder le point le plus sensible.

Celui lié à l'AMIA. Qui fâche parce qu'il reprend la téméraire manifestation publiée par le quotidien à sensation *Perfil* selon celui qui écrit avait offert aux iraniens d'abandonner l'enquête sur l'attaque de 1994.

A ce moment, le gouvernement s'est abstenu de donner vit à une telle affirmation par une réponse. Il a considéré pertinent de se réunir avec les organismes liés aux victimes de l'attentat féroce de 1994 quand il a décidé de donner une réponse favorable à la proposition iranienne de coopérer par rapport à l'affaire.

C'est que l'Argentine est consciente que la présentation des iraniens requis par la justice argentine n'est pas possible sans le consentement de Téhéran. Dans l'ardeur d'élucider l'attentat, le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner a accompagné la Justice l'Argentine jusqu'à obtenir l'émission de mandat d'arrestation de la part d'Interpol de citoyens iraniens.

L'Argentine est l'unique pays dans le monde dont les plaintes sur l'Iran ont été acceptées par une organisation internationale comme Interpol.

Comme aucune autre nation, année après année, par la voix de son président depuis l'estrade de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Argentine appelle les autorités de Téhéran à coopérer pour l'élucidation de l'attaque terroriste.

L'Argentine n'est pas intéressée dans la permanence ou la chute des autorités iraniennes, ceci est la faculté privative des citoyens de ce pays. Notre engagement est vers les victimes de l'AMIA et la soif de la justice qu'ils partagent avec les autres argentins, la coopération de l'Iran est éminente pour avancer dans l'affaire, par cela, encore au risque d'être défini comme ingénu, c'est dans la clé d'une bonne volonté nécessaire que doit être lue la présence de nos délégués pendant l'exposé du mandataire iranien aux Nations Unies.

Héctor Timerman *

[Télam](#). Buenos Aires, le 6 décembre 2011.

(*) Ministre des Affaires étrangères de l'Argentine.

Traduit de l'espagnol au français pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 7 décembre 2011.

*****- EXCLUSIVA -Argentina coquetea con Irán, Occidente observa nervioso**

lunes 5 de diciembre de 2011 12:02 ART <http://ar.reuters.com/article/topNews/idARL1E7N505D20111205?sp=true>

*** Aumenta comercio con Irán, Teherán busca diálogo**

*** Funcionarios iraníes aún son buscados por ataque de 1994 a mutual judía en Buenos Aires**

Por Louis Charbonneau

NACIONES UNIDAS, 5 dic (Reuters) - Argentina está acercándose lentamente a Irán, algo que preocupa a las potencias de Occidente y a Israel mientras intentan agudizar el aislamiento internacional de la república islámica por su programa nuclear, dijo a Reuters un diplomático de Naciones Unidas.

Los lazos de Argentina con Irán quedaron virtualmente congelados desde que las autoridades de la nación sudamericana pidieron a la Interpol que emitiera órdenes de arresto contra cinco iraníes y un libanés en el 2007, en conexión con el ataque en 1994 a una mutual judía de Buenos Aires que dejó 85 muertos.

Teherán negó estar vinculada con el atentado, pero en julio ofreció sostener negociaciones con Argentina para empezar a "dar luces" sobre el caso.

El ataque de 1994 se produjo dos años después de que un grupo llamado Organización Islámica para la Jihad, que estaría ligado a Irán y al grupo militante libanés Hezbollah, se adjudicó la responsabilidad por atacar contra la embajada de Israel en Buenos Aires, donde murieron 29 personas.

Por más de una década Argentina pareció haber hecho poco para investigar los ataques. Pero cuando Néstor Kirchner se convirtió en presidente en el 2003 prometió reabrir los casos, señalando que el descuido era una "desgracia nacional".

Varios años más tarde, el ex presidente iraní Ali Rafsanjani estuvo entre las personas acusadas por fiscales argentinos y buscado por la Interpol.

Pero ha habido señales de cierta distensión en las relaciones de ambas naciones.

Las exportaciones argentinas a Irán, que cayeron en algunas decenas de millones de dólares anuales en medio de las amargas relaciones, han aumentando en los últimos años, elevándose en más del 70 por ciento el año pasado a 1.500 millones de dólares.

Irán es el mayor comprador de maíz argentino, un cultivo clave para el país latinoamericano que busca impulsar su superávit comercial.

"Mientras el resto de nosotros trabaja para presionar a Irán a fin de que termine con su programa de armas nucleares y detenga su apoyo al terrorismo, el Gobierno de Argentina ha estado evaluando moverse en dirección contraria", afirmó un enviado europeo en condición anonimato.

A primera vista, la postura de Argentina sobre Irán parece haber cambiado poco. En mayo, el fiscal argentino Alberto Nisman, que encabeza una unidad especial dedicada exclusivamente a investigar el atentado de 1994, hizo renovar las órdenes de arresto de la Interpol.

El mes pasado, Argentina se unió a una mayoría de Estados miembros de Naciones Unidas en la comisión de Derechos Humanos de la Asamblea General para aprobar una resolución que condenaba a Irán por sus antecedentes en derechos humanos.

SEÑALES DE CAMBIO

Pero hay indicios de que las cosas están cambiando.

En septiembre, la presidenta argentina, Cristina Fernández, dijo a la Asamblea General de la ONU que Buenos Aires estaba listo para iniciar un diálogo con Irán, aunque instó a Teherán a cumplir su oferta de investigar el atentado.

"Esta es una oferta para dialogar que Argentina no puede y no debería rechazar", dijo Fernández en su discurso.

Enviados occidentales a la ONU dijeron que hubo sorpresa en la Asamblea General cuando el embajador argentino Jorge Argüello rompió con la tradición y permaneció sentado mientras el presidente iraní, Mahmoud Ahmadinejad, criticaba a Israel, Europa y Estados Unidos durante su discurso ante los Estados miembros del organismo.

En años anteriores, el asiento argentino había quedado vacío cuando el presidente iraní se dirigía a la asamblea de 193 naciones. Mientras funcionarios europeos y estadounidenses dejaban el salón en protesta por el habitual discurso de Ahmadinejad, Argüello permaneció sentado.

"Irán y Argentina recientemente han estado tomando una serie de pasos evidentes, en algunos casos en respuesta a la presión que debe afrontar Irán, para hacer borrón y cuenta nueva en las relaciones políticas entre ambas naciones", sostuvo a Reuters un diplomático de Occidente.

Irán tiene razones para querer enmendar sus lazos con Argentina. Bajo las sanciones y el aislamiento por su programa nuclear, Teherán tiene pocos aliados y necesita amigos.

Argentina también está en la junta directiva de 35 naciones de la agencia de supervisión atómica de la ONU, donde el programa nuclear de la república islámica es un asunto clave.

Diplomáticos dijeron que los motivos de Argentina para acercarse a Irán no estaban claros.

Además de impulsar el comercio con Irán, algunos enviados dijeron que la nación sudamericana apunta a una política exterior al estilo de Brasil que enfatiza los lazos con naciones en desarrollo no alineadas.

"En general, nosotros vemos un 'tercermundismo' en la política exterior de Argentina, buscando independencia de las potencias y sostener nuevas relaciones con países como Irán", dijo a Reuters un funcionario israelí en Jerusalén.

Varios diplomáticos europeos destacaron que Fernández es una cercana aliada de líderes izquierdistas de la región como el venezolano Hugo Chávez y el boliviano Evo Morales, quienes tienen buenas relaciones con Irán.

Funcionarios del Ministerio de Relaciones Exteriores de Argentina no respondieron a los pedidos para emitir comentarios.

El programa nuclear de Teherán fue uno de los tópicos que el presidente estadounidense, Barack Obama, abordó durante su reunión con Fernández el mes pasado en el marco del encuentro del G-20 en Francia.

"El presidente también resaltó la importancia de la continua cooperación entre Argentina y Estados Unidos en

relación a Irán", dijo un alto funcionario de la Casa Blanca a Reuters.

Estados Unidos ha tenido sus propias dificultades con el Gobierno de Fernández. Hay preocupación sobre los pagos no resueltos a firmas y tenedores de bonos estadounidenses.

En febrero, funcionarios argentinos requisaron armas, municiones y equipos de comunicaciones de un avión Air Force estadounidense que aterrizó en Argentina. Los artículos fueron regresados más tarde, pero el incidente molestó a Washington.

El ministro de Relaciones Exteriores de Argentina, Héctor Timerman, también ha criticado las políticas de Estados Unidos en América Latina.

COMUNIDAD JUDIA E ISRAEL PREOCUPADOS

La comunidad judía en Argentina, la mayor de América Latina, también quedó preocupada desde que el diario argentino Perfil reportó en marzo que Timerman mantenía negociaciones secretas con funcionarios iraníes y que había ofrecido dejar de la lado la pesquisa sobre el atentado a la AMIA.

"Hemos expresado nuestra inquietud sobre las actitudes hacia Teherán", dijo a Reuters Aldo Donzis, presidente de la DAIA, la entidad que representa políticamente a la comunidad judía argentina, sobre el aparente acercamiento entre ambos países.

La inquietud es compartida por Israel. El funcionario israelí dijo que es poco posible que Argentina presione demasiado con las órdenes de arresto por el atentado de 1994.

Las sospechas sobre las intenciones de Irán en Argentina aún continúan.

Previamente este año, Arabia Saudita advirtió a Argentina de un posible plan apoyado por Teherán para atacar embajadas saudíes e israelíes en Buenos Aires que iba en paralelo a un supuesto complot para matar al enviado saudí en Estados Unidos, dijo una fuente diplomática de la nación latinoamericana.

Teherán negó las acusaciones.

En una reciente entrevista con Reuters, Mohammad Javad Larijani, funcionario y asesor del líder supremo iraní Ali Khamenei, dijo que a Irán le gustaría reparar las relaciones con Buenos Aires que fueron dañadas por Israel.

"Las relaciones entre Irán y Argentina han sido objeto de un sabotaje israelí", dijo. "No creo que exista ninguna dificultad básica en un nuevo desarrollo de los lazos", afirmó.

Larijani también desestimó la idea de que las órdenes de arresto lleven a alguna acción de Irán o Argentina, y las describió como "obsoletas". Agregó que Irán estaba trabajando para expandir la presencia y el comercio con Sudamérica.

Sin embargo, diplomáticos europeos sostuvieron que había límite en el nivel de acercamiento que podría tener Argentina con Irán.

El Gobierno de Buenos Aires no sólo querría evitar enojar a Washington, sino que dejar de lado la investigación por el atentado de 1994, como Irán desea, sería muy difícil.

"Argentina siempre ha tomado una fuerte postura pública ante Irán", aseveró un enviado. "Otro camino sería un suicidio político", concluyó.

(Reporte adicional de Helen Popper en Buenos Aires, Laura Macinnis en Washington y Dan Williams en Jerusalén.

Editado en español por Marion Giraldo)

© Thomson Reuters 2011 All rights reserved.

***Original en anglais :

[Exclusive : Argentina flirts with Iran as West watches nervously](#)

[1] « [Argentina coquetea con Irán mientras Occidente observa nervioso](#) »/ [Exclusive : Argentina flirts with Iran as West watches nervously](#) :